

Les crédits

Les choses doivent changer. Nous devons simplifier le régime fiscal du pays. En fait, le député de Broadview—Greenwood travaille assidûment depuis des années pour faire accepter un impôt unique.

Notre parti appuie entièrement cet effort, mais nous devons établir des priorités. À l'heure actuelle, toute la nation, tous les Canadiens se trouvent dans des canots de sauvetage. Nous avons déjà heurté l'iceberg! Le Titanic coule et nous sommes dans les canots. Ces canots sont percés et que faisons-nous? Nous discutons du choix du capitaine et de la couleur des canots.

Il vaudrait mieux définir certaines priorités. Il vaudrait mieux boucher les trous et écoper! Autrement, nous coulerons à pic et nous coulerons tous ensemble.

Peu importe que quelqu'un fasse faillite en anglais ou en français. Il fait faillite, voilà tout. Si une personne est en faillite et ne peut plus s'acheter une arme, est-il important de savoir si elle devra l'enregistrer? Est-il important de savoir si elle est homosexuelle ou hétérosexuelle? La réalité est telle qu'elle fait faillite.

La priorité est de remettre de l'ordre dans les finances de la nation. Voilà ce que nous devons faire. Par la suite, le Parlement pourra accorder son attention aux milliers d'autres sujets qui nous distraient aujourd'hui de ce qui devrait être notre seul point d'intérêt, c'est-à-dire les dépenses publiques.

Nous, parlementaires, devons revenir à la réalité, nous mettre à la tâche et centrer nos efforts sur la priorité entre toutes, celle qui prime. Nous devons trouver la volonté politique de prendre les décisions les plus difficiles. Nous pourrions ensuite regarder nos compatriotes dans les yeux et leur dire: «Nous avons nous-mêmes consenti le premier sacrifice. Nous avons aboli ce régime de pensions scandaleux qui attire la foudre de tous les Canadiens.»

• (1630)

Les Canadiens observent ce qui se passe et se disent: «Comment ces gens élus, qui doivent nous diriger, peuvent-ils rédiger des lois qui les protègent justement de la mauvaise gestion qu'ils imposent au reste du pays? Comment est-il possible que des gens travaillent pendant 20 ans à cet endroit et reçoivent une pension de retraite qui leur permet de vivre sans jamais se soucier des conséquences de la mauvaise gestion de notre économie?»

Nous devons rétablir le lien de confiance qui existait entre les élus et les électeurs. Nous devons faire primer les droits des victimes sur ceux des criminels. Avant tout, nous devons remettre de l'ordre dans les finances du pays et trouver la force politique de prendre les dures décisions qui s'imposent.

M. Mac Harb (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, Lib.): Madame la Présidente, je ne suis pas en mesure de me faire l'écho de l'opinion de mes collègues réformistes au sujet de notre pays. Jour après jour, ils

essaient de brosser le tableau d'un pays qui sombre, qui éprouve de très nombreux problèmes et où l'on ne peut vivre.

C'est la troisième fois d'affilée que les Nations Unies disent clairement que notre pays est celui où il fait le mieux vivre et élever une famille. Il y a 20 ans, lorsque je suis arrivé au Canada, je savais que c'était le plus beau pays du monde. Je continue depuis de répéter sans cesse la même chose.

J'ignore ce qui ne va pas avec mon collègue. Nous devrions peut-être créer un fonds pour envoyer mes collègues réformistes à l'étranger afin qu'ils voient la situation ailleurs dans le monde. À leur retour, ils commenceront peut-être alors à parler des aspects positifs du Canada. Ils pourront vraiment, à ce moment-là, apprécier toutes les bonnes choses qu'on trouve ici et ils en arriveront à la conclusion que nous devons unir nos efforts pour rendre nos conditions de vie encore meilleures.

Ce n'est pas en jouant les prophètes de malheur tous les jours que nos vis-à-vis aident qui que ce soit. Ce n'est certes pas dans l'intérêt du Canada. Les entrepreneurs nous répètent sans cesse qu'ils réussissent si nous leur donnons les outils voulus. Le gouvernement doit établir le climat nécessaire pour que les entreprises soient en mesure de créer des emplois. C'est ce que nous faisons.

Si l'on se fie à tous les indicateurs économiques et à l'opinion de tous les organismes canadiens et étrangers, ainsi que de tous les économistes, le Canada est sur la bonne voie. Nous sommes au premier rang des pays industrialisés sur le chapitre de la croissance. Selon le ministre des Finances et le premier ministre, nous avons dépassé de beaucoup nos prévisions concernant la croissance économique.

Quel est donc le problème? Si l'on compare nos dépenses annuelles courantes à nos recettes annuelles, on constate un excédent. Cependant, nous avons une dette et nous devons verser de l'intérêt sur cette dernière.

Il est injuste que mon collègue s'en prenne au bilan du gouvernement. Il devrait plutôt le féliciter ainsi que le premier ministre, le ministre des Finances et tous les membres du Cabinet pour leur excellent travail. Je l'invite à le faire. Il doit cesser de jouer les prophètes de malheur. Qu'il parle des aspects positifs. Qu'il sente le parfum des roses. Qu'il prenne un peu de café. Cela le réveillera peut-être.

M. McClelland: Madame la Présidente, quel plaisir de répondre au député d'en face pendant qu'il enlève prestement de son nez ses lunettes teintées en rose.

Nul besoin d'être savant pour se rendre compte qu'en empruntant et en dépensant l'argent des autres nous pouvons vivre comme des rois. Le problème, c'est que la banque s'appête à nous retirer notre carte Visa. C'est ça le problème. Nous avons des cartes Visa, American Express, Mastercard et notre marge de crédit bancaire est à la limite. Nous avons obtenu une ligne de crédit garantie par la valeur nette de notre maison et nous l'utilisons pour acquitter nos factures sans pouvoir toutefois les ac-